

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) du Lot n° 1

Objet du Marché :

**MARCHÉ N° 2026-012 : MISSIONS DE COORDINATION SPS ET DE CONTROLE
TECHNIQUE POUR LA CONSTRUCTION DU BATIMENT 11 LEARNING COMMONS
ET LA REHABILITATION DU BATIMENT 17.**

**Lot n° 1 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre
de la construction du bâtiment 11 « Learning Commons » et la réhabilitation du
bâtiment 17**

Maître de l'Ouvrage / Pouvoir adjudicateur :

**INSA de Toulouse
Pôle Marchés
135 Avenue de RANGUEIL
31077 TOULOUSE CEDEX 4**

Représenté par sa Directrice, Madame Alexandra BERTRON

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

<u>Code NACRES</u> : BF14 – MISSIONS DE SECURITE, CSPS	<u>Service instructeur</u> : SERVICE INFRASTRUCTURES
<u>Code CPV</u> : <ul style="list-style-type: none">○ 71317210-8 - Services de conseil en matière de santé et de sécurité	

SOMMAIRE

1	4
OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1-2 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1-3 – IDENTIFICATION DU TITULAIRE	5
1.3.1 Contractant unique	5
1.3.2 Cotraitants	5
1.3.3 Sous-traitant	5
1.4 – DIVISION EN LOTS	5
1.5 – DECOMPOSITION EN TRANCHES	6
1.6 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (OPTIONS)	6
1-6-1 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire	6
1-6-2 Prestation supplémentaire éventuelle facultative	6
1.7 - VARIANTES	6
1-8 – AUTRES INTERVENANTS	7
1-8-1 Maître d’œuvre	7
2	7
PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 – PIECES PARTICULIERES	7
2.2 – PIECES GENERALES NON JOINTES	8
2.3 – NOTIFICATION	8
2.4 – REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	9
3	9
DELAI D’EXECUTION – DUREE DU MARCHÉ	9
4	9
MODALITÉS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ	9
5	9
PRIX	9
5.1 – CONTENU DES PRIX	9
5.2 – VARIATION DANS LES PRIX	9
5.2.1 – Mois d’établissement des prix du marché	9
5.2.2 – Choix de l’index de référence	10
5.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée	10
6	10
EXECUTION FINANCIERE DU MARCHÉ	10
6.1 – AVANCE	10
6.2 – ACOMPTE	11
6.3 – SOLDE	11
6.4 – PRESENTATION ET TRANSMISSION DE LA FACTURE	11
6.4.1 – Présentation de la facture	11
6.4.2 – Transmission des factures	11
6.4 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	13
6.5 – NANTISSEMENT	13
7	13
PÉNALITÉS	13
7.1 – GENERALITES	13
7.2 – PENALITES DE RETARD	13
7.2.1 - Pénalités en cas de non-respect des délais d’exécution	13
7.2.2 – Pénalités pour non – respect de la note méthodologique	14
7.2.3 – Pénalités pour travail dissimulé	14

7.2.4 – Pénalités pour non présence au rendez-vous de chantier.....	14
7.2.5 – Pénalités pour non présence aux réunions auxquelles le CSPS est convoqué.....	14
7.2.6 - Travaux supplémentaires imputables au coordonnateur SPS	14
7.2.7 – Pénalités sur autres litiges d'exécution	14
8	15
ASSURANCES.....	15
9	15
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	15
10	15
CLAUSES DE REEXAMEN	15
11	15
DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION	15
11.1 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	15
11.1.1 - Conciliation par un tiers	15
11.1.2 - Saisine du comité consultatif de règlement amiable.....	15
11.2 - RESILIATION DU MARCHE	15
11.3 – INDEMNITE DE RESILIATION	16
11.4 – INDEMNITE DE RESILIATION	16
11.4 – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE	16
12	16
DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les missions de coordination SPS et de contrôle technique dans le cadre de la construction du bâtiment 11 « Learning Commons » et la réhabilitation du bâtiment 17.

Le présent CCAP a pour objet **UNIQUEMENT** le Lot n° 1 : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre de la construction du bâtiment 11 « Learning Commons » et la réhabilitation du bâtiment 17.

1-2 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI) sont désignés :

Acheteur :

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES
135, Avenue de Ranguel
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Représenté par sa Directrice, Madame Alexandra BERTRON

Service habilité à recevoir les documents devant être adressés à l'Acheteur :

Service infrastructures
INSA TOULOUSE
135, avenue de Ranguel
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Comptable assignataire des paiements :

Agent Comptable de l'INSA de Toulouse
135, avenue de Ranguel
31077 TOULOUSE CEDEX 4

1-3 – IDENTIFICATION DU TITULAIRE

1.3.1 Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale désignée à l'acte d'engagement.

1.3.2 Cotraitants

Le groupement peut être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire conformément aux dispositions des articles R2142 et suivants du code de la commande publique. La forme du groupement est imposée par le pouvoir adjudicateur pour permettre d'assurer la continuité de la prestation.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de défaillance du mandataire, et suivant les dispositions du CCAG PI, à défaut de désignation et/ou d'agrément le membre du groupement de second rang sera désigné comme mandataire sous réserve du droit de résiliation du marché prévu par le CCAG-PI.

1.3.3 Sous-traitant

Le Titulaire d'un marché peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement (articles L2193-1 à L2193-3 du Code de la Commande Publique).

Le dossier d'agrément du sous-traitant est obligatoire et doit comporter :

- La déclaration de sous-traitance :
 - La nature des prestations sous-traitées
 - Le nom, la raison, ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant
 - Les conditions de paiement du sous-traitant (montant maximum des sommes à verser au sous-traitant, modalités de variation du prix, régime des avances, acomptes, réfections, et pénalités)

Le Titulaire devra utiliser le formulaire DC4 fourni dans les documents de la consultation.

- Les documents justifiant des capacités du sous-traitant, notamment :
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de la part sous-traitée
 - Le RIB du compte sur lequel ce sous-traitant souhaite être payé
 - Inscription au registre professionnel (KBIS ou équivalent) de moins de trois mois (ou
 - Délégation de pouvoir si le signataire n'est pas la personne désignée dans le registre,
 - Attestations prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales, sociales, et relevant du code du travail
 - Autres éléments justifiant des capacités du sous-traitant si besoin (références, qualifications, effectifs, chiffre d'affaire)

Le dossier d'agrément du sous-traitant en cours de marché doit être transmis au maître d'ouvrage (courrier recommandé ou remis en mains propres lors des réunions de chantier).

Le Pouvoir adjudicateur ayant 21 jours pour valider la déclaration de sous-traitance (article R2193-4 du Code de la Commande Publique), le Titulaire doit faire preuve de diligence pour envoyer son dossier en laissant un délai suffisant pour que le sous-traitant puisse être agréé avant son intervention.

1.4 – DIVISION EN LOTS

Les prestations sont décomposées en deux lots et le présent CCAP concerne le lot n° 1, dont l'intitulé figure ci-dessous :

- **Lot n° 1** : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre de la construction du bâtiment 11 « Learning Commons » et la réhabilitation du bâtiment 17 ;
- **Lot n° 2** : Mission de Contrôle Technique dans le cadre de la construction du bâtiment 11 « Learning Commons » et la réhabilitation du bâtiment 17.

1.5 – DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le présent marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle pour chacun des lots :

- La **tranche ferme** du présent marché comprend les études de conception jusqu'à l'APD pour l'ensemble de l'opération, ainsi que les études de conception et travaux pour :
 - Construction du B11
 - Réhabilitation de l'aile Est du B17
 - Augmentation de l'effectif de l'aile Nord du B17
 - Aménagement paysager
- La **tranche optionnelle** du présent marché comprend les études de conception à partir du PRO et les travaux pour :
 - Travaux de rénovation énergétique de l'aile Nord du Bâtiment 17

Les parties sont engagées sur la tranche ferme uniquement si l'INSA ne notifie pas de décision d'affermissement des tranches optionnelles.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle est prise par la Directrice de l'INSA ou son représentant dûment habilité. Elle prend la forme d'une décision administrative datée et signée par la Directrice de l'INSA ou son représentant dûment habilité.

Une notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle sera effectuée via la plateforme des achats PLACE.

Aucune décision verbale ne pourra valoir décision d'affermissement de la tranche optionnelle.

Le titulaire du marché a l'obligation de réaliser la tranche optionnelle affermie.

La décision d'affermissement de la tranche optionnelle se fera au plus tard quarante-huit (48) mois à compter de la date de notification du marché correspondant à la tranche ferme. Passé ce délai, le titulaire du marché ne sera plus engagé.

Le non-affermissement de la tranche optionnelle ne donne droit à aucune indemnité du Titulaire. Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

1.6 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (OPTIONS)

1-6-1 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire

Aucune prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n'a été définie.

1-6-2 Prestation supplémentaire éventuelle facultative

Aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative n'est définie.

1.7 - VARIANTES

Aucune variante n'est acceptée.

1-8 – AUTRES INTERVENANTS

1-8-1 Maître d'œuvre

La Maitrise d'œuvre est en cours de désignation. Les missions confiées au maître d'œuvre sont :

❖ Eléments de mission de base

ESQ	Esquisse
APS	Avant-projet Sommaire
APD	Avant-projet Définitif
PRO-DCE	Études de projet / Dossier de Consultation des Entreprises
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
VISA	Visa des études
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

Le contenu de chaque élément est celui qui figure à l'annexe 20 du code de la commande publique.

❖ Missions complémentaires

DIAG	Diagnostic
SYN	Études de synthèse
Estim-EM-GER	Coût global élémentaire selon la norme ISO/DIS15686-5 et détermination des coûts de maintenance, d'exploitation de l'ouvrage et de GER

❖ Missions optionnelles

Mobilier	Définition et choix des équipements mobilier
Signalétique	Traitement de la signalétique

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES

- ▮ L'Acte d'engagement (AE) et son annexe ;
 - Annexe n° 1 – Décomposition du prix global et forfaitaire (un onglet pour la tranche ferme et un onglet pour la tranche optionnelle)
 - Annexe n° 2 – Formulaire NOTI 5 – Notification du marché
- ▮ Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- ▮ Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) du lot n° 1 : Mission de Coordinateur SPS, et ses annexes :
 - Annexe n° 1 – Planning prévisionnel de l'opération
 - Annexe n° 2 – Note de synthèse programmatique INSA BAT11
 -

► **Les pièces établies pendant l'exécution des prestations**

- Avenants
- Ordres de service
- DC4 – Modèle d'agrément de sous-traitance fourni par l'acheteur

► **L'offre technique (mémoire technique) du titulaire**

Les pièces désignées ci-dessus deviennent contractuelles à compter de la notification du marché au Titulaire. En cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

En cas de contradictions/divergences :

- Entre le CCTP et ses annexes, le CCTP prévaut.

Toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Les exemplaires originaux de ces pièces conservés par l'acheteur font foi.

2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES NON JOINTES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au présent C.C.A.P

► *Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)* approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles,

► *Le Cahier des Clauses Spéciales et les Documents Techniques Unifiés (C.C.S. et D.T.U.)* énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministère chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leurs sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;

► *Le Code de l'Urbanisme, le Code de la Construction et de l'Habitation ;*

Code du travail et notamment les articles R 4532-11 à 16 et L 4532-1 et 2 et L 4532-1 à 18

Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;

Décret n° 2003-68 du 26 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail.

Arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 7 mars 1995 modifié relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément d'organismes de formation (article R.238-15 du code du travail) et modifiant l'arrêté du 3 octobre 1984 modifié relatif à la commission spécialisée en matière de prévention des risques spécifiques aux secteurs de bâtiment et des travaux publics ;

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées parfaitement connues du Titulaire.

Le Titulaire est tenu de respecter tous les documents législatifs et réglementaires en vigueur.

2.3 – NOTIFICATION

Conformément à l'article 3 du CCAG-PI, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'INSA et de ses annexes au Titulaire.

Cette remise peut être opérée par courrier avec accusé de réception, par fax, en main propre ou par le biais du profil d'acheteur : la plateforme de dématérialisation PLACE- www.marches-publics.gouv.fr.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article 2 deviennent contractuelles.

2.4 – REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

3 DELAI D'EXECUTION – DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin du délai de la garantie de parfait achèvement des deux tranches.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des opérations est le suivant :

- Tranche ferme :
 - Phase conception : 11 mois
 - Phase travaux : 14 mois (y compris période de préparation, congés, périodes d'intempéries et de réception).
- Tranche optionnelle :
 - Phase conception : 6 mois
 - Phase travaux : 10 mois (y compris période de préparation, congés, périodes d'intempéries et de réception).

4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Se référer au CCTP du lot concerné.

5 PRIX

5.1 – CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un **prix global et forfaitaire** dont la décomposition est donnée à l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Les prix sont définitifs et révisables.

Le prix comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché telle que le temps de participation et de collaboration aux études du maître d'œuvre, de réunions avec la maîtrise d'ouvrage pour la mise au point des dossiers d'études, de la préparation du chantier et des déplacements, contrôle en laboratoire, participation aux réunions de chantier, etc.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

5.2 – VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont définitifs et révisables suivant les modalités fixées ci-après (articles R2112- 8 et R2112-13 du Code de la commande publique)

5.2.1 – Mois d'établissement des prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 fixé à la date de remise des offres finale (après négociation éventuelle).

5.2.2 – Choix de l'index de référence

En vertu des articles R2112-11 et R2112-13 du code de la commande publique, les prix initiaux sont actualisables et révisibles, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_o [15\% + 85\%(\text{ING (m-3)} / \text{ING (o)})]$$

Selon les dispositions suivantes :

-P : le prix actualisé / révisé

-Po : le prix initial indiqué dans l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement

-ING (m-3) : valeur de l'index de référence du mois m moins 3 mois d'exécution de la prestation.

-ING (o) : valeur de l'index de référence au M0 (le mois d'établissement du prix lors de la date de remise de l'offre finale).

L'index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 » : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

L'index du mois "m-3" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui du mois m moins 3 mois publié (parution au JO) au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

Pour le calcul des révisions, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

5.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

6

EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE

6.1 – AVANCE

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance forfaitaire peut être versée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, si les conditions énoncées dans le code de la Commande Publique sont réunies.

Cependant, le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une garantie à première demande (GAPD) engageant le Titulaire au remboursement, s'il y a lieu, du montant de l'avance consentie.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, l'option B s'applique et le montant de cette avance est fixé à 10% du montant du marché.

En application des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire dès que le montant des prestations qu'il a exécutées atteint 65% du montant initial des prestations qui lui sont confiées au titre du marché. Ce remboursement sera terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 75% du montant initial des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique ou avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au titulaire ou cotraitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Une avance forfaitaire peut être versée aux sous-traitants dans les conditions prévues aux articles R2193-17 et R2193-21 du Code de la Commande Publique.

6.2 – ACOMPTE

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques réglés en fonction de l'avancement de la prestation dans les conditions suivantes :

- **Phase conception :**
Les prestations incluses dans la phase « études de conception » font l'objet d'un règlement 100% à la validation du Plan Général de Coordination et du Plan d'Installation Chantier par l'acheteur.
- **Phase préparation de chantier + Phase Chantier :**
100% par acomptes mensuels calculés sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, un étalement de la rémunération en phase travaux pourra être envisagé sans augmentation du coût global de cet élément de mission

- **Phase Réception :** 100% après analyse des DOE et finalisation du DIUO
- **Phase Parfait Achèvement :** 100% à la fin de la GPA.

6.3 – SOLDE

Le solde ne pourra être payé qu'après l'exécution de l'ensemble des prestations conformément à l'article 4 du présent CCAP.

Le décompte général et définitif se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution, à la demande de l'Acheteur. Le décompte est présenté par le titulaire à l'acheteur pour vérification dans un délai de six semaines à compter de la réception. Il sera remis au format Excel.

6.4 – PRESENTATION ET TRANSMISSION DE LA FACTURE

6.4.1 – Présentation de la facture

La facture comporte impérativement les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, et notamment les renseignements suivants :

- Les références du présent marché (numéro et intitulé, numéro d'EJ)
- Date de notification du marché et éventuellement de chaque avenant/modification. Le nom et l'adresse complète du service destinataire de la commande
- Le montant hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant T.T.C.
- Date de facturation

6.4.2 – Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue **impérativement** par voie dématérialisée entre le 20 et 25 du mois MO des prestations auxquelles elles se rapportent.

Le rejet de la facture entraîne automatiquement le prolongement du délai global de paiement.

Afin d'éviter ce prolongement du délai global de paiement, il est vivement conseillé au Titulaire de transmettre en amont, sous format Excel son projet d'acompte directement au service infrastructures de l'Acheteur, pour validation avant le dépôt sur le portail chorus pro.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- ✓ Déposer ses factures sur le portail ;
- ✓ Saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

- En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

- En cas de sous-traitance :

Dès lors que le montant de la partie sous-traitée est d'au moins 600,00 € TTC, le sous-traitant de premier rang agréé et dont les conditions de paiement ont été agréées sera payé directement par le Pouvoir adjudicateur. La rémunération de sous-traitants ayant droit au paiement direct se fait dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance (DC4).

- ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir adjudicateur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. S'il utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation de la facturation, il dépose simplement sa demande de paiement ; et le Titulaire pourra l'accepter ou la refuser sous 15 jours.
- ♦ Le Titulaire transmet les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le Pouvoir adjudicateur. L'acceptation de la demande de paiement peut prendre la forme **d'une attestation de paiement direct du sous-traitant** signée par le Titulaire
- ♦ Le sous-traitant doit transmettre au Pouvoir adjudicateur la copie des factures qu'il a transmise au Titulaire, si le Titulaire n'a pas accepté sa demande de paiement dans les temps (article R2193-14 du Code de la Commande Publique).
- ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- ♦ Ce délai court à compter de la réception par le Pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ♦ Le Pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ♦ En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

- Informations nécessaires pour déposer les factures sur chorus :
 - Adresse de facturation :
INSA
Service facturier
135 AVENUE DE RANGUEIL
31077 TOULOUSE
FRANCE
 - N° de SIRET de l'INSA : **193.101.524.00018**
 - N° de TVA intracommunautaire : **FR.20.193.101.524**
 - N° d'engagement : à *demandeur au Pôle Marchés lors de la notification du marché*
 - N° de code service : pas de code service

6.4 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **30 jours**, pour procéder au paiement des sommes dues.
Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit, sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la banque centrale européenne (B.C.E.) augmenté de 8 points.
Les règles relatives aux intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont fixées par les articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

6.5 – NANTISSEMENT

En cas de nantissement, sont désignés :
 * comme Ordonnateur :
Madame la Directrice de l'INSA de Toulouse ;
 * comme comptable Assignataire des Paiements :
Monsieur l'Agent Comptable de l'INSA de Toulouse

7 PÉNALITÉS

7.1 – GENERALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage ou son représentant. Les pénalités provisoires pourront être constatées sur simple constatation de la défaillance du Titulaire par l'Acheteur.
Les pénalités sont applicables sans mise en demeure, sur simple constat de retard, et peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché.
Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les montants de pénalités décrits à l'article 7.2 sont des montants hors taxes (HT).

Les pénalités provisoires sont appliquées sur les états d'acompte correspondant.

7.2 – PENALITES DE RETARD

7.2.1 - Pénalités en cas de non-respect des délais d'exécution

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le CCTP ou tout document demandé par l'acheteur, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.
Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à **300 € TTC**.
Le délai de production des documents est fixé à 7 jours. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables.

7.2.2 – Pénalités pour non – respect de la note méthodologique

Une pénalité forfaitaire de **500€ HT** pourra être appliquée, en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique.

7.2.3 – Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

7.2.4 – Pénalités pour non présence au rendez-vous de chantier

Le présent titulaire doit être présent à toutes les réunions de chantier, réunions des maîtrises et réunions pour lesquelles il reçoit une convocation (Acheteur et Maître d'œuvre).

En cas d'absence non excusée par l'acheteur du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **300 € TTC** ou **50 € TTC** par demi-heure de retard.

7.2.5 – Pénalités pour non présence aux réunions auxquelles le CSPS est convoqué

Un mail de l'acheteur et/ou les PV de réunions valent convocation du Titulaire dont la présence est requise. En cas d'absence du Titulaire non excusée par le Maître d'ouvrage ou de l'un de ses sous-traitants conviés à ces réunions spécifiques, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **400 € TTC** ou **50 € TTC** par demi-heure de retard.

7.2.6 - Travaux supplémentaires imputables au coordonnateur SPS

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le coordonnateur SPS en cours de travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade des études de projet lui auraient permis de formuler les mêmes observations, le montant des travaux supplémentaires correspondants (ramené à la valeur du mois M0 du présent marché par utilisation de l'indice BT 01) est cumulé dans un « écart constaté » : $E = \text{Mtsc} / \text{Mt}$.

- Mtsc : Montant total des travaux supplémentaires imputables au CSPS, en Euros HT, au mois M0 travaux ;
- Mt : Montant total des marchés de travaux en Euros HT, au mois M0 travaux éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires.

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté E est supérieur à l'écart toléré E0 fixé ci-après le coordonnateur SPS subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions de l'article ci-après.

La valeur de l'écart toléré E0 est fixé à **0,2%**.

$$\begin{aligned} \text{Si } E \leq E0 \text{ alors } Fc &= Fi \\ \text{Si } E > E0 \text{ alors } Fc &= Fi - 10Fi \times (E - E0) \end{aligned}$$

- Fc : Forfait corrigé en Euros H.T.
- Fi : Forfait initial en Euros H.T.

Le forfait corrigé, notifié au coordonnateur SPS par un ordre de service devient le nouveau forfait de rémunération.

7.2.7 – Pénalités sur autres litiges d'exécution

Dans le cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations notamment : absence de réponse aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des observations de l'acheteur etc : une pénalité forfaitaire de **150€ TTC** par manquement pourra être appliquée.

8 ASSURANCES

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes des dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

À défaut de production de ces pièces, l'acheteur peut, de façon unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

9 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément aux dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI s'appliquent concernant l'utilisation des résultats.

10 CLAUSES DE REEXAMEN

En plus des cas prévus à l'article 25 du CCAG-PI, et conformément à L2194-1 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- ✓ Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;
- ✓ Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- ✓ Changement de dénomination du Titulaire ;
- ✓ Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- ✓ Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle

11 DIFFÉRENDS ET RÉILIATION

11.1 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

11.1.1 - Conciliation par un tiers

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis : La DGCCRF avant toute procédure judiciaire.

Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

11.1.2 - Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

Conformément à l'article D2397-2 du code de la commande publique et son annexe 18, les parties conviennent de recourir au Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCIRA) de Bordeaux, territorialement compétent, avant toute procédure judiciaire.

Le CCIRA pourra être saisi d'un différend, à tout moment de l'exécution du marché, par l'INSA ou par le titulaire après un premier rejet de sa demande par l'INSA. Cette saisine a pour effet de proroger le délai de recours devant le tribunal administratif, quelle qu'en soit la forme.

11.2 - RESILIATION DU MARCHE

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-PI selon les prescriptions des articles 36 à 42.

Il est précisé que l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail peut entraîner, par décision du représentant du Pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En complément des cas prévus à l'article 38 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur peut également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché lorsque :

- Le Titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les prestations, objet du marché et que, soit aucun remplaçant n'a été proposé, soit celui-ci a été refusé par le pouvoir adjudicateur. Dans le même sens, il pourra être mis fin aux marchés en cas de diminution substantielle en termes qualitatif ou quantitatif de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations du marché et en l'absence de remplacement satisfaisant.
- Le Pouvoir adjudicateur ne sera plus en mesure de financer les projets à l'origine du marché.

11.3 – INDEMNITE DE RESILIATION

La résiliation prononcée en application des articles concernés 37, 38, 39 et 40 du CCAG-PI n'ouvre pas droit à indemnité. Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur, et notifié au titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG-PI.

11.4 – INDEMNITE DE RESILIATION

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant, selon les modalités décrites à l'article 27 du CCAG-PI.

11.4 – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage, à savoir :

Tribunal administratif de Toulouse
68, rue Raymond IV - B.P. 7007
31068 Toulouse Cedex 07
Tél. : 05.62.73.57.57 / Fax : 05.62.73.57.40. / greffe.ta-toulouse@juradm.fr

12 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article du présent CCAP	Article du CCAG-PI
<ul style="list-style-type: none">• Article 7.1• Article 11.3	<ul style="list-style-type: none">• Article 14.1.3• Article 40